

11. La diplomatie canadienne au sein du G8 et l'approche adoptée en vue du sommet de Kananaskis

André Donneur

Bonjour, je suis le professeur André Donneur de l'Université du Québec à Montréal. Je vais vous entretenir de la diplomatie canadienne au sein du G8 et de l'approche ayant été adoptée en vue du sommet de Kananaskis. Pour ce faire, je vais présenter mes propres vues, mais j'ai aussi eu l'occasion de consulter mon collègue John Kirton, un grand spécialiste de la question du G8.

Sans reprendre dans les détails les différents courants de pensée qui inspirent la politique étrangère canadienne, il est important rappeler qu'ils sont au nombre de trois. D'abord, il y a celui de l'**institutionnalisme libéral** qui considère que le Canada, puissance moyenne, exerce une « *diplomatie de contrainte* ». Une deuxième école perçoit le Canada comme un pays **satellite, dépendant et périphérique** laissant de côté le **multilatéralisme** des Nations Unies en faveur d'une « *diplomatie d'acquiescement* » envers les États Unies. Enfin, la troisième école considère le Canada comme une **puissance majeure, principale** selon les mots de Kirton, qui exerce une « *diplomatie de concert* ».

Au cours de cet exposé, j'expliquerai que le Canada a exercé une « diplomatie de contrainte » à l'intérieur du G8, intervenant fréquemment en qualité de médiateur entre les autres pays participant à l'institution. De plus, le Canada a aussi exercé une « diplomatie de concert » tâchant de s'établir, en tant que membre, sur un pied d'égalité avec les autres pays. Ce qui est important à retenir dans la participation canadienne est l'insistance du Canada sur des thèmes récurrents, des thèmes qui reviendront encore une fois à Kananaskis.

A. La participation du Canada aux conférences aux sommets de 1975 à 2000

Dès le troisième sommet à Londres en mai 1977, le Canada a préconisé une ouverture sur le dialogue nord-sud. Déjà, le Premier ministre Trudeau avait su au sommet de Porto Rico de juin 1976, consolider la participation canadienne au G7 alors qu'il y avait été invité sur l'insistance des États Unis. À Londres, ce qui est important de rappeler, c'est la persévérance de Trudeau pour que les pays du sud soient traités sur une base équitable. Il suggérerait, par le fait même, la création d'un fond commun pour la stabilisation des produits de base, produits exportés principalement par les pays en développement. Donc, ce retour aux premières années du Canada dans l'institution du G8, démontre la mobilisation précoce du Canada sur la question du développement, question qui a évolué avec le Canada et qui est encore à l'ordre du jour de Kananaskis.

En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, le Canada a aussi été un pionnier parmi les membres du G8. En effet, c'est au sommet de Bonn de juin 1978 que la proposition du Premier ministre Trudeau concernant le boycottage des pays refusant l'extradition des pilotes de l'aire a été adoptée permettant par le fait même le développement d'une longue tradition de discussions en la matière. C'est à ce même sommet, mais au chapitre de la croissance économique, qu'il sera décidé de lutter contre la stagnation de la production et où le Canada s'engagera à augmenter sa croissance économique de 5%.

Au sommet de Venise en juin 1980, Trudeau s'efforce de promouvoir également les relations

nord-sud. Malgré l'opposition de la part du Président des États Unis, il obtient que les sept étudiants sérieusement les recommandations de la Commission Brown sur le développement.

En profitant de sa présidence au sommet de Montebello en juillet 1981, Trudeau met à l'ordre du jour des priorités l'endettement des pays du sud. Il fait également appuyer une résolution sur le flux de capitaux vers les pays en développement et trouve un appui considérable pour le sommet de Cancun, le sommet nord-sud qu'il va lui-même présider.

À Londres en juin 1984, le Canada, appuyé par la France, insiste à nouveau sur le problème de l'endettement. Un aspect qui sera à nouveau discuté au prochain sommet de Kananaskis.

Le Premier Ministre Mulroney au deuxième sommet de Bonn en mai 1985 poursuit dans la ligne de Trudeau en mettant de nouveau la priorité sur les questions nord-sud.

Au deuxième sommet de Tokyo en mai 1986, la question du terrorisme revient, elle est à l'époque la question politique centrale à l'ordre du jour. La coopération du Canada dans la lutte contre le terrorisme, tel qu'il sera à nouveau inscrit au dossier au sommet de cette année, n'a pas attendu les États Unies et leur sortie suite à l'attentat contre les Tour du World Trade centre, pour se manifester vigoureusement.

Au deuxième sommet de Venise en juin 1987, le Canada a insisté à maintes reprises sur le renouvellement de la coopération économique avec l'ensemble des pays en développement. Concurrément, il a insisté sur l'imposition de sanctions sévères contre l'apartheid en Afrique du Sud et contre la République populaire de Chine à la suite du massacre des étudiants sur la Place Tian'anmen.

Au sommet de Toronto en juin 1988, sommet encore sous la présidence du Premier ministre Mulroney, le sujet de l'endettement est de retour dans les discussions et ce sur l'insistance du Canada. Sur le plan politique, la question du terrorisme revient à l'ordre du jour suite à l'abattement d'un avion et de la prise d'otages.

À Paris, au sommet de l'arche de 1989, le Canada insiste à nouveau sur les priorités à l'égard des pays en développement. Il y jouera un rôle d'intermédiaire entre la France, qui voulait y inviter plusieurs dirigeants de pays en voie de développement, et les États Unis qui ne voulait inviter personne. La récurrence des questions nord-sud est encore une fois très évidente. Un regard plus spécifique sur la situation de l'Afrique laisse entrevoir que la préoccupation du Canada à ce niveau n'est pas elle non plus nouvelle.

Au 3^e sommet de Tokyo en 1993, Kim Campbell a insisté sur l'idée de créer un climat favorable à la croissance économique. Ainsi, dans la logique de la transparence économique, elle a participé aux négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, qui auraient dû être terminées depuis longtemps, ainsi qu'à la création de la nouvelle **Organisation mondiale du commerce (OMC)**.

Au sommet de Naples en 1994, la question de la croissance économique des pays en développement est à nouveau un thème sur lequel le Canada insiste.

Au sommet de Halifax en juin 1995, la promotion de la croissance économique et la priorité sur la question de l'endettement sont deux éléments importants mis de l'avant par le Canada et ce conjointement à d'autres éléments secondaires, comme la protection de l'environnement. Ce dernier sommet est considéré, parmi les sommets présidés par le Canada, comme particulièrement réussi.

Un retour sur le sommet de Lyon en 1996, permet de voir comment le Canada a été capable d'exercer un leadership important pour contrer la loi limitant le commerce international. De plus, le terrorisme sera un thème encore abordé par les membre du G8 lors de ce sommet.

En juin 1999 à Cologne, le Canada a réitéré son appui pour la réduction et l'élimination des dettes des 23 pays les plus pauvres de la planète.

Au somme d'Okinawa, le Canada a participé avec les autres pays du G8 au développement

de a l'idée d'une police internationale contre le terrorisme.

B. L'approche du Canada en vue du sommet de Kananaskis en 2002

Cette description historique permet de comprendre que les thèmes qui seront abordés à Kananaskis, sont des thèmes que le Canada a régulièrement défendu depuis la première année de sa participation au G8. Actuellement, la phase préparatoire du sommet est un bon reflet des valeurs canadiennes. Cette tendance à vouloir impliquer pour la première fois les leaders des pays africains afin de préparer le Nouveau partenariat pour le développement africain (NEPAD), en est un bon exemple. Il y a aussi une volonté à mettre dans le coup pour la première fois le Premier ministre d'Espagne. Ainsi, cette tendance au mondialisme ainsi qu'au multilatéralisme se manifeste très clairement. Il est aussi important de comprendre que malgré le fait que la question du terrorisme soit devenue une priorité pour les États Unis, il reste que le Canada, par l'entremise de son Premier ministre Chrétien, a pris position en refusant que le terrorisme, au prochain sommet, surpasse les préoccupations économiques et les nécessités de réduction des disparités économique à l'échelle internationale. Il est capital pour le Canada de faire en sorte que le continent le plus défavorisé, le continent africain, retrouve une place économique importante à l'échelle internationale.

Donc, le Canada de ce point de vue tient et est capable de faire valoir son point de vue. La meilleure preuve d'une telle attitude se retrouve dans le choix des trois principaux éléments présents à l'ordre du jour. Évidemment, le Canada doit agir dans les limites d'une « diplomatie de concert » puisqu'il n'est pas le seul membre du G8. D'autres puissances, des puissances importantes à l'échelle internationale, possède une influence considérable, pour ne mentionner que les États Unies.

Ce qui est important de garder en mémoire, c'est cette volonté que le Canada possède de gar-

der son leadership parmi les autres membres. En assumant la présidence et l'organisation du sommet, il est certain que la défense du point de vue canadien et le choix de l'ordre du jour, sauront bien représenter les valeurs canadiennes.

Note : Ce conférence a été préparé en collaboration avec John Kirton.

Bibliographie

CANADA, *Canada dans le monde: Le cadre stratégique de la politique étrangère du Canada*, 1995 <www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/menu-fr.asp> (mai 2002).

KIRTON, John, « The Diplomacy of Concert: Canada, the G7 and the Halifax Summit », *Canadian Foreign Policy* 3, (Printemps, 1995), p. 63 à 80, <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/kirton199501/index.html>, (mai 2002).

STAIRS, Denis, « Political Culture of Canadian Foreign Policy », *Revue canadienne de science politique*, 15 (décembre 1982): 667-690.

Documents supplémentaires suggérés

« Canada and the 1995 G7 Halifax Summit: Developing Canada's Positions », *Canadian Foreign Policy* 3, (Printemps 1995). Édition spéciale.

BAYNE, Nicholas, *Hanging In There: The G7 and G8 Summit in Maturity and Renewal*, Ashgate, Aldershot, 2001.

BERGSTEN, C. Fred et C. Randall HENNING, *Global Economic Leadership and the Group of Seven*, Institute for International Economics, Washington, DC, 1996.

BLACK, Conrad, « Taking Canada Seriously », *International Journal* 53 (Hiver, 1997), p. 1-17.

BOEHM, Peter, « There Was a Summit in Halifax », *Bout de Papier* 13 (Printemps, 1996), p. 5-7.

COHN, Theodore, « Securing Multilateral Trade Liberalisation: International Institutions in Conflict and Convergence », p. 189 à 218, tiré de John Kirton et George von Furstenberg, *New Directions in Global Economic Governance: Managing Globalisation in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.

- DAM, Kenneth, « Hunting Down Dirty Cash », *Financial Times*, le 12 décembre 2001, p. 17.
- DEWITT, David et John KIRTON, *Canada as a Principal Power*, John Wiley, Toronto, 1983.
- DOERN, G. Bruce et John KIRTON. « Foreign Policy », p. 237 à 264 dans G. Bruce Doern, Leslie Pal et Brian Tomlin, *Border Crossings: The Internationalization of Canadian Public Policy*, Oxford University Press, Toronto, 1996.
- DORAN, Charles, « Will Canada Unravel? », *Foreign Affairs* 75 (Septembre/Octobre 1996), p. 97-109.
- EAYRS, James, « Defining a New Place for Canada in the Hierarchy of World Powers », *International Perspectives* (mai/juin 1974), p. 15-24.
- Groupe de recherche sur le G8 (divers), *Études analytiques*, <www.g8.utoronto.ca> (mai 2002).
- HAMPSON, Fen et Maureen MOLOT, « Being Heard and the Role of Leadership », p. 3 à 20, dans Fen Hampson et Maureen Molot, *Big Enough to Be Heard: Canada Among Nations 1996*, Carleton University Press, Ottawa, 1996.
- HAMPSON, Fen et Maureen MOLOT, *Big Enough to be Heard: Canada Among Nations 1996*, Carleton University Press, Ottawa, 1996.
- HARRINGTON, Carol, « G-8 Summit Security Costs to Top \$100 Million », *Toronto Star*, le 27 décembre 2001, p. A31.
- IKENBERRY, John, « Salvaging the G7 », *Foreign Affairs* 72 (printemps 1993), p. 132-139.
- KEATING, Tom, *Canada and World Order: The Multilateralist Tradition in Canadian Foreign Policy*, 2^e édition, Oxford University Press, Toronto, 2002.
- KIRTON, John, « Deepening Integration and Global Governance: America as a Globalized Partner », dans Tom Brewer et Gavin Boyd, *Globalizing America: The USA in World Integration*, Edward Elgar, Cheltenham, 2000.
- KIRTON, John, « The Dynamics of G7 Leadership in Crisis Response and System Reconstruction », p. 65 à 94 dans Karl Kaiser, John Kirton et Joseph Daniels, *Shaping a New International Financial System: Challenges of Governance in a Globalizing World*, Ashgate, Aldershot, 2000.
- KIRTON, John, « Guiding Global Economic Governance: The G20, the G7 and the International Monetary Fund at Century's Dawn », p. 143 à 170, dans John Kirton et George von Furstenberg, *New Directions in Global Economic Governance: Managing Globalization in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.
- KIRTON, John, « The G20: Representativeness, Effectiveness and Leadership in Global Governance », p. 143 à 173 dans John Kirton, Joseph Daniels et Andreas Freytag, *Guiding Global Order: G8 Governance in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.
- KIRTON, John, « G8 Preview: Retreating to Reach Out for Real Results at Kananaskis 2002 ». Document remis au Centre for Strategic and International Studies à Washington, DC, le 15 mars, 2002 <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/kirton2002/csis2002.html> (mai 2002).
- KIRTON, John, « Guess Whose Coming to Kananaskis: Civil Society and the G8 in Canada's Year as Host », *International Journal* 57 (hiver, 2001-2002) <www.g8.utoronto.ca/g7/scholar/kirton2002/020507.pdf> (mai 2002).
- KIRTON, John et George VON FURSTENBERG, *New Directions in Global Economic Governance: Managing Globalisation in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.
- KIRTON, John et Joseph DANIELS, « The Role of the G8 in the New Millennium », p. 1 à 17 dans Michael Hodges, John Kirton et Joseph Daniels, *The G8's Role in the New Millennium*, Ashgate, Aldershot, 1999.
- KIRTON, John et Junichi TAKASE, *New Directions in Global Political Governance: The G8 and International Order in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, à paraître en 2002.
- KIRTON, John, Joseph DANIELS et Andreas FREYTAG, *Guiding Global Order: G8 Governance in the Twenty-First Century*, Ashgate, Aldershot, 2001.
- KOKOTSIS, Eleanore. *Keeping International Commitments: Compliance, Credibility and the G7, 1988-1995*, Garland, New York, 1999.

« Maclean's Year-End Poll: Since September 11 », *Maclean's* 114 (53, le 31 décembre 2001).

PUTNAM, Robert et Nicholas BAYNE, *Hanging Together: Co-operation and Conflict in the Seven-Power Summit*. 2^e édition, Sage Publications, London, 1987.

SMITH, Gordon, « Canada and the Halifax Summit », p. 83 à 94 dans Fen Hampson et Maureen Molot, *Big Enough to be Heard: Canada Among Nations 1996*, Carleton University Press, Ottawa, 1996.

Toronto Star, « Summit Too Costly », *Toronto Star*, 28 décembre 2001, p. A38.

VON FURSTENBERG, George et Joseph DANIELS. « Policy Undertakings by the Seven "Summit" Countries: Ascertaining the Degree of Compliance », *Carnegie-Rochester Conference Series of Public Policy* 35, p. 267 à 308, 1991.

WALTON, Dawn, « Support for U.S.-Led War High in G-7, Low Elsewhere », *The Globe and Mail*, le 22 décembre 2001, p. A13.

Questions à débattre

1. En tant qu'internationaliste libéral, dans quelle mesure le Canada a-t-il cherché les compromis, les consensus et les contraintes au sein du G7/G8, et quelles sont les répercussions de ses efforts à cet égard?
2. À quel moment du Sommet le Canada a-t-il automatiquement acquiescé à l'approche américaine et simplement appuyé les États-Unis? Un tel soutien a-t-il eu une incidence sur les résultats du Sommet, comme le modèle du leadership américain (qui exige l'appui d'un membre « fort ») semble nier?
3. De quelle façon la diplomatie dont a fait preuve le Canada lors du Sommet du G7/G8 est-elle modifiée lorsque le pays est dirigé par le Parti libéral plutôt que par le Parti progressiste-conservateur? Les intérêts nationaux et les valeurs nationales distinctes du Canada dominant-ils l'approche du pays en tout temps?

Exercice

1. Au premier Sommet de Tokyo, en 1979, quel premier ministre représentait le Canada?
 - a. Pierre Trudeau
 - b. Brian Mulroney
 - c. Joe Clark
 - d. Kim Campbell
2. Ceux qui considèrent le Canada comme puissance moyenne sont dans la tradition théorique :
 - a. de l'institutionnalisme libéral
 - b. de la dépendance périphérique
 - c. du néorealisme complexe
 - d. concertation égalitaire
3. Au sommet annuel, le Canada emphase régulièrement les thèmes de :
 - a. la santé
 - b. le crime transnationale
 - c. le développement nord-sud
 - d. le hockey international
4. Joe Clark a représenté lequel parti politique comme premier ministre en 1979?
 - a. le Parti progressiste-conservateur du Canada
 - b. l'Alliance canadienne
 - c. le Parti libéral du Canada
 - d. le Nouveau parti démocratique du Canada
5. Le Canada est devenu membre du forum des ministres de finances des G7 en :
 - a. 1975
 - b. 1976
 - c. 1986
 - d. 1995
6. Le premier sommet où le Canada a été hôte, en 1981, a eu lieu :
 - a. au Château de Versailles
 - b. au Château de Rambouillet
 - c. au Château Montebello
 - d. à la Casa Loma